

VD_FINDINFO Décision / 2015 / 502 vom 26. Mai 2015

VD Tribunal cantonal, 2015-05-26, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2015___502

FR: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 502 du 26 mai 2015

IT: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 502 del 26 maggio 2015

Regeste

DROIT PÉNAL DES MINEURS, CLASSEMENT DE LA PROCÉDURE, PREUVE, PARTIE CIVILE | 319 CPP (CH)

Erwägungen

E. 1

let. c PPMIn), qui, dans le canton de Vaud, est la Chambre des recours pénales du Tribunal cantonal (art. 18 LVPPMin). Ainsi, les parties – à savoir, conformément à l’art. 18 PPMIn, le prévenu mineur, ses représentants légaux, la partie plaignante et le ministère public des mineurs – peuvent attaquer une ordonnance de classement dans les dix jours devant l’autorité de recours des mineurs (art. 322 al. 2 CPP; art. 396 al. 1 CPP), pour les motifs énoncés à l’art. 393 al. 2 CPP.

E. 1.1

La loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin; RS 312.1) régit la poursuite et le jugement des infractions prévues par le droit fédéral commises par des mineurs au sens de l’art. 3 al. 1 de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn; RS 311.1), ainsi que l’exécution des sanctions prononcées à l’encontre de ceux-ci (art. 1 PPMIn). Sauf dispositions particulières de la PPMIn, le CPP (code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007; RS 312.0) est applicable (art. 3 al. 1 et 2 PPMIn). Selon l’art. 30 PPMIn, l’autorité d’instruction – qui, dans le canton de Vaud, est le juge des mineurs (art. 3 al. 1 let. b et 8 LVPPMin [loi vaudoise d’introduction de la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs du 2 février 2010; RSV 312.05]) – dirige la poursuite pénale et effectue tous les actes de procédure nécessaires à l’établissement de la vérité (al. 1) ; lors de l’instruction, elle exerce les compétences et effectue les tâches que le CPP attribue au ministère public à ce stade de la procédure (al. 2). Le juge des mineurs, en tant qu’autorité d’instruction, est ainsi compétent pour rendre une ordonnance de non-entrée en matière aux conditions prévues à l’art. 310 CPP ou pour ordonner le classement de la procédure aux conditions prévues à l’art. 319 CPP (Christoph Hug/Patrizia Schläfli, in: Niggli/Heer/Wiprächtiger (éd.), Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, Jugendstrafprozessordnung, 2 e éd., Bâle 2014, n. 1 ad art. 30 PPMIn). La recevabilité et les motifs du recours sont régis par l’art. 393 CPP (art. 39 al. 1 PPMIn). La compétence pour statuer sur les recours appartient à l’autorité de recours des mineurs (art. 39 al. 3 PPMIn; cf. art. 7 al.

E. 1.2

Satisfaisant aux prescriptions de forme de l’art. 385 al. 1 CPP et déposé dans le délai légal de dix jours par la partie plaignante, qui a qualité pour recourir, le recours est recevable.

E. 2.1

Aux termes de l'art. 319 al. 1 CPP, applicable par renvoi de l'art. 3 al. 1 et 2 a contrario PPMIn, le juge des mineurs ordonne le classement de tout ou partie de la procédure notamment lorsqu'aucun soupçon justifiant une mise en accusation n'est établi (let. a), à savoir lorsque les soupçons initiaux qui ont conduit le ministère public à ouvrir une instruction n'ont pas été confirmés (Grädel/Heiniger, in: Niggli/Heer/Wiprächtiger (éd.), op. cit., n. 8 ad art. 319 CPP), ou lorsque les éléments constitutifs d'une infraction ne sont pas réunis (let. b), à savoir lorsque le comportement incriminé, quand bien même il serait établi, ne réalise les éléments constitutifs objectifs et subjectifs d'aucune infraction pénale (Grädel/Heiniger, op. cit., n. 9 ad art. 319 CPP). De manière générale, les motifs de classement sont ceux « qui déboucheraient à coup sûr ou du moins très probablement sur un acquittement ou une décision similaire de l'autorité de jugement » (Message du Conseil fédéral relatif à l'unification du droit de la procédure pénale du 21 décembre 2005, FF 2006 pp. 1057 ss, spéc. 1255). Un classement s'impose donc lorsqu'une condamnation paraît exclue avec une vraisemblance confinante à la certitude (ATF 137 IV 219). La possibilité de classer la procédure ne saurait toutefois être limitée à ce seul cas, car une interprétation aussi restrictive imposerait un renvoi en jugement, même en présence d'une très faible probabilité de condamnation (ATF 138 IV 86 c. 4.1.1; TF 1B_272/2011 du 22 mars 2012 c. 3.1.1). Le principe « in dubio pro duriore » exige donc simplement qu'en cas de doute, la procédure se poursuive. Pratiquement, une mise en accusation s'impose lorsqu'une condamnation apparaît plus vraisemblable qu'un acquittement. En effet, en cas de doute, ce n'est pas à l'autorité d'instruction ou d'accusation mais au juge matériellement compétent qu'il appartient de se prononcer (ATF 138 IV 86 c. 4.1.1; ATF 138 IV 186; TF 1B_272/2011 du 22 mars 2012 c. 3.1.1). Lorsque les probabilités d'un acquittement et d'une condamnation apparaissent équivalentes et pour autant qu'une ordonnance pénale n'entre pas en considération, le ministère public est en principe tenu de mettre le prévenu en accusation, ce d'autant plus lorsque les infractions sont graves (TF 6B_797/2013 précité c. 2.1; ATF 138 IV 86 précité c. 4.1.2).

E. 3

En l'espèce, comme l'a à juste titre relevé l'autorité de première instance, il ressort de l'instruction qu'aucun autre élément que les dépositions de la plaignante et de sa fille ne permettent de mettre en cause la prévenue. Or, lors de son audition par la Présidente du Tribunal des mineurs, B._____ a parfois semblé hésitante, en particulier s'agissant des faits qui se seraient déroulés le 30 juin 2014 (P. 401, p. 5). Elle a prétendu, comme sa mère, avoir constaté des marques sur son bras après cet épisode, mais aucun des nombreux documents médicaux produits par la plaignante n'attestent de ces blessures. En particulier, le certificat médical établi le 1^{er} juillet 2014 – soit le lendemain des faits – par le Département médico-chirurgical de pédiatrie du CHUV (P. 6011) ne mentionne aucune blessure au niveau des bras de la victime. Ce constat médical indique uniquement que B._____ souffrait d'une douleur au niveau de la crête iliaque antéro-supérieure gauche, sans plaie, ni hématome – soit une simple contusion –, lésions qui semblent au demeurant difficilement compatibles avec les cinq coups de pieds que prétend avoir reçus la victime à cet endroit. Quant aux autres documents médicaux produits par la plaignante, ils n'apportent aucun élément susceptible d'étayer sa version des faits, puisqu'ils concernent une angine virale (P. 6014) ou des crises d'angoisse dont l'origine ne peut être établie (P. 6015 et 6016), voire la situation d'un dénommé « [...] » (P. 6017). Pour le surplus, la

prévenue a quant à elle, de manière constante et cohérente, contesté toute implication dans les différentes mises en cause de la plaignante, que ce soit en cours d'instruction (P. 401) ou devant les autorités de l'établissement scolaire dans lequel évoluent les deux jeunes filles (P. 501, p. 2). Selon un courrier du directeur et de la doyenne de cet établissement, il n'a pas été possible d'établir clairement une quelconque culpabilité d'une des deux élèves pour des faits qui se sont déroulés en grande partie en dehors de l'école (P. 501, p. 1) et la plaignante et sa fille « ont donné une proportion démesurée à un événement qui ne le méritait pas » (P. 501, p. 3). De surcroît, il ressort de deux rapports rédigés par la doyenne de l'établissement scolaire au sujet des deux fillettes que, d'une part, B. _____ change facilement de version et qu'elle est confuse lorsqu'elle relate les faits (P. 502, p. 1) et, d'autre part, qu'O. _____ est une élève franche à qui l'on peut faire confiance et qui n'a jamais été impliquée dans aucune histoire de violence (P. 503). En définitive, aucun élément ne permet d'établir que la prévenue aurait réellement agressé la fille de la plaignante. La recourante n'apporte par ailleurs aucun élément propre à renverser l'appréciation des faits opérée par la présidente du Tribunal des mineurs et aucune mesure d'instruction supplémentaire n'est susceptible de remettre en question cette appréciation. Le classement de la procédure est donc bien fondé. S'agissant des conclusions civiles prises par la partie plaignante, il y a lieu de relever que, pour des raisons procédurales, elles ne pouvaient pas être traitées par la Présidente du Tribunal des mineurs dès lors qu'un classement a été prononcé (art. 320 al. 3 CPP, applicable par renvoi de la PPMIn). Toutefois, la voie civile est ouverte à la partie plaignante dès l'entrée en force de l'ordonnance.

E. 4

En conclusion, le recours doit être rejeté et l'ordonnance de classement confirmée. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt (art. 422 al. 1 CPP), par 385 fr. (art. 20 al. 1 et 2 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge de la recourante, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance du 18 mars 2015 est confirmée. III. Les frais d'arrêt, par 385 fr. (trois cent huitante-cinq francs), sont mis à la charge de X. _____. IV. L'arrêt est exécutoire. Le président : _____ La greffière : _____ Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Mme X. _____, - M. Toni Donnet-Monay, avocat (pour O. _____, J. _____ et F. _____) - Ministère public central, et communiqué à : ■ Mme la Présidente du Tribunal des mineurs, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.